OCGS
Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité

CONFÉRENCE RÉGIONALE

DÉFIS, ENSEIGNEMENTS ET PARTAGE D'EXPÉRIENCES DANS LA GESTION POLITIQUE DE LA CRISE SÉCURITAIRE AU SAHEL

LES 21 ET 22 JUILLET 2022 À OUAGADOUGOU

Résumé exécutif

Depuis plus d'une décennie, le Sahel est confronté à une crise sécuritaire avec des conséquences socio-économique et humanitaire importantes. La zone du Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali, Niger), considérée comme l'épicentre de cette crise, était au centre de la conférence régionale organisée par l'OCGS, les 21 et 22 juillet 2022, à Ouagadougou, en présence des représentants du Burkina Faso, du Mali, du Niger et de la Mauritanie.

Ces participants sont issus des organisations et instituts de recherche et d'études sur la paix, la sécurité humaine, des organisations non gouvernementales et de la société civile (notamment des femmes, des jeunes et des personnes ressources reconnues pour leurs contributions significatives aux questions relatives au thème de la conférence).

A l'issue des deux jours de travaux, les participants à la conférence ont partagé les constats suivants :

- La région du Liptako-Gourma demeure confrontée à une insécurité persistante, caractérisée par l'activisme des groupes extrémistes violents, la prolifération des activités criminelles et l'accroissement des conflits locaux.
- La corruption, l'injustice et la mauvaise gouvernance constituent les moteurs de la violence et de l'insécurité.
- La faible présence ou l'absence des autorités dans certaines localités rend difficile l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base.
- La plupart des réponses pour contrer l'insécurité sont basées sur une compréhension limitée du phénomène. En l'abordant principalement sous le prisme sécuritaire, les acteurs font l'impasse sur le déficit d'investissement productif dans les localités affectées des pays et le faible impact des projets sur les populations.
- L'absence de synergie dans les réponses nationales et internationales n'a pas permis d'obtenir des résultats probants dans la lutte contre l'insécurité.
- Les civils, pris en étau entre attaques terroristes et opérations militaires, continuent de payer un lourd tribut.
- La qualité de la communication ainsi que le mauvais traitement médiatique des incidents sécuritaires ont contribué à la stigmatisation de certaines communautés.

Sur la base de ces constats, les recommandations suivantes ont été formulées, notamment :

- Renforcer le rôle des autorités coutumières, traditionnelles et religieuses (chefs traditionnels et religieux ainsi que les griots) en matière de protection des droits humains.
- Ajuster les réponses élaborées pour faire face à la crise au Sahel en tenant compte des besoins fondamentaux et spécifiques des populations.
- Professionnaliser l'approche sécuritaire à travers la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) et mettre davantage de ressources dans le renforcement des liens de confiance entre les acteurs en général, et particulièrement entre les populations et les dirigeants.

OCGS

Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité

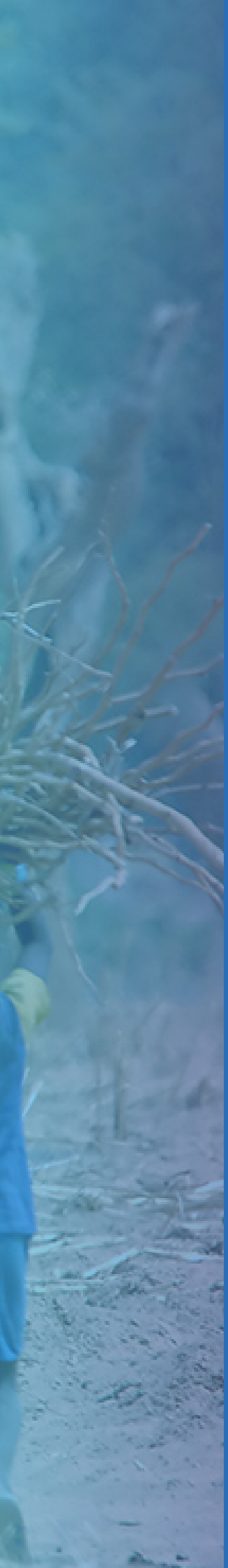

TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif

A propos de l'observatoire 05

Remerciements 05

Introduction 06

01 Rappel des objectifs et de la méthodologie 08

02 Déroulé de la conférence 09

2.1. Cérémonie d'ouverture. 09

2.2. Résumé des exposés et des échanges des panels. 11

2.2.1. Panel 1 : analyse des dynamiques et défis sécuritaires dans la région 11

2.2.2. Panel 2 : partage d'expérience en matière de lutte/ prévention de l'extrémisme violent dans la région (Sahel) . 13

2.2.3. Panel 3 : indication et exploitation des actions concrètes de lutte contre l'extrémisme violent dans le Liptako-Gourma 16

03 Résultats des travaux de groupe 19

3.1. Résultats du Groupe I 19

3.2. Résultats du Groupe II 21

3.3. Résultats du Groupe II 22

Conclusion 22

Annexes 25

Déclaration finale de Ouagadougou 26

Présentation des intervenants 28

SIGLES ET ABREVIATIONS

OCGS :	Observation citoyen sur la gouvernance et la sécurité
HACP:	Haute autorité à la consolidation de la paix
ALG:	Autorité de développement intégré des États du Liptako-Gourma
CARESS :	Centre d'analyse et de recherche de l'espace sahelo-saharien
EMP :	École de maintien de la paix Alioune Blondin Bèye
GSIM :	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
EIGS :	État islamique dans le grand Sahara
AQMI :	Al-Qaeda au Maghreb islamique
ICG :	International Crisis Group
APR :	Accord pour la paix et la réconciliation
CEDEAO :	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

A propos de l'Observatoire

L'OCGS (Observatoire citoyen sur la gouvernance et la sécurité), organisation apolitique à but non lucratif, a été créée le 3 février 2020 à Bamako suivant la loi N° 04-038 du 5 août 2004. Il s'inscrit dans la dynamique des nouvelles générations de think tank par la recherche, l'analyse et l'action. L'OCGS entend contribuer à la promotion de la bonne gouvernance et au renforcement de la sécurité humaine au Mali et au Sahel. Fonctionnant comme un dispositif national de coordination et de production de connaissances, de suivi et de plaidoyer en matière de gouvernance et de sécurité humaine, il porte à l'attention des acteurs locaux, nationaux et internationaux des analyses sur les grandes tendances et dynamiques.

Remerciements

L'OCGS tient à remercier l'ensemble des acteurs et parties prenantes pour leur contribution à la bonne tenue de la conférence régionale, notamment les participants venus du Mali, de la Mauritanie et du Niger, pour avoir effectué le déplacement à cet effet.

Plus particulièrement, nous remercions le partenaire du projet, l'Ambassade royale du Danemark au Mali, ainsi que les autorités burkinabè qui ont bien voulu accepter d'accorder un ancrage institutionnel de haut niveau à cette activité, à travers la présidence des cérémonies d'ouverture et de fermeture de la conférence, respectivement par le ministre d'État auprès du Président du Faso, chargé de la Cohésion sociale et de la Réconciliation nationale et le Directeur de cabinet représentant madame le ministre du Genre et de la Famille.

Enfin, l'OCGS exprime sa profonde gratitude au Secrétaire exécutif de l'Autorité de développement intégré des États membres du Liptako-Gourma (ALG), aux autorités traditionnelles et coutumières du Liptako-Gourma et au Directeur du Centre d'analyse et de recherche de l'espace sahélo-saharien Modibo Goïta (Caress) de l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Bèye (EMP-ABB), Birama Apho Ly.

Introduction

L'instabilité sécuritaire au Sahel découle principalement de la fragilité des États couplée aux nombreux défis liés à la gouvernance auxquels font face les pays de la région. Les insuffisances dans les réponses apportées aux défis sécuritaires ont conduit progressivement à une métastase de l'insécurité dans toute la région. Par extension, toute la zone sahélo-saharienne a toujours été caractérisée par la persistance et le développement d'activités économiques illégales voire criminelles, basées essentiellement sur le narcotrafic, le trafic illégal de cigarettes, d'armes légères, etc.

En dépit des solutions militaires engagées notamment, l'intervention militaire française, la Mission des Nations unies (Minusma), la Force conjointe du G5 Sahel et les différentes opérations des forces armées des pays de la région, le contexte demeure caractérisé par la persistance et la diffusion de la menace.

Depuis quelques temps, face à l'insuffisance des réponses à la crise sur le plan militaire, il y a un intérêt croissant des populations pour le dialogue avec les groupes extrémistes violents, principaux producteurs de la violence dans ces espaces. Cet intérêt, outre qu'il est motivé par la dégradation continue des conditions sécuritaires, s'explique aussi par le caractère de plus en plus endogène de la menace. Les leaders des groupes armés et les combattants, autrefois originaires de pays étrangers tels que l'Irak, la Syrie, la Libye et voisins notamment l'Algérie et plus récemment la Mauritanie, sont maintenant pour la plupart issus des populations locales. Cette tendance est un argument supplémentaire renforçant le discours des partisans du dialogue tant au Mali qu'au Burkina Faso ou au Niger.

> *Il y a déjà des processus locaux en cours. En plus des négociations pour obtenir la libération d'otages ou protéger l'accès humanitaire, le dialogue avec les groupes armés a essentiellement consisté en des échanges par le bas.*

Cette approche permettait de contourner le principe de non-dialogue avec cette catégorie d'acteurs d'une part, et de dégager un modus vivendi dans les zones où ces groupes sont actifs d'autre part. Au Mali, une multitude de processus de dialogue mené par des légitimités locales, avec des finalités opérationnelles immédiates, a notamment permis d'aboutir à des résultats localisés allant dans le sens d'une paix pragmatique, tels que la levée des embargos sur certaines localités, la sécurisation de l'accès humanitaire, le désamorçage de

conflits liés à la gestion des ressources locales voire la conclusion de cessez-le-feu micro-localisé.

A l'Observatoire, nous sommes convaincus que c'est par une compréhension fine des dimensions politiques et sociales de la crise sécuritaire et l'implication des populations qu'on pourra arriver à la résoudre durablement. Des réponses pleinement adaptées pourront être adoptées afin de diminuer l'impact de la présence des groupes armés non-étatiques sur la situation sécuritaire d'ensemble.

Le présent rapport rend compte des échanges de la conférence régionale organisée avec l'appui financier de l'Ambassade royale du Danemark au Mali. Elle a réuni près d'une cinquantaine de participants venus du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger autour du thème « Défis, enseignements et partage d'expériences dans la gestion politique de la crise sécuritaire au Sahel ».

Dans ce document, il sera procédé à un rappel des objectifs de l'activité et la description de la méthodologie adoptée (I), à l'exposé du déroulé des travaux (II), au résumé des panels (III), à la présentation des résultats des travaux de groupe (IV) et à l'énoncé des recommandations formulées par les participants (V).

01 Rappel des objectifs et de la méthodologie de la conférence.

L'objectif principal de l'activité consiste à procéder à une évaluation globale de la situation sécuritaire dans le Sahel ainsi qu'à l'analyse des défis et enseignements dans le but de déterminer des réponses idoines pour la réduction de la violence dans l'espace du Liptako-Gourma.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Définir les causes et la nature des menaces asymétriques et les modes opératoires des organisations criminelles qui opèrent au Mali, dans l'espace sahélo-saharien;
- Évaluer les forces et les faiblesses des réponses sécuritaires en cours dans le Sahel;
- Identifier des programmes spécifiques de prévention et d'éradication des menaces asymétriques auxquels sont confrontés les pays sahélo-sahariens;
- Développer des plateformes collaboratives et de mise en cohérence des diverses initiatives/expériences en matière de lutte/prévention contre le terrorisme.

Aux termes des travaux, les résultats ci-après sont visés :

- La nature et les modes opératoires des acteurs de l'insécurité sont mieux appréhendés;
- Les forces et les faiblesses des expériences et initiatives de lutte contre les menaces asymétriques dans la région du Liptako-Gourma sont identifiées et répertoriées;
- Des enseignements et expériences positives en matière de gestion politique de l'extrémisme violent sont partagés;
- Des actions concrètes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent sont identifiées et rendues exploitables.

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'approche participative et interactive a été appliquée à toutes les phases de cette initiative, aussi bien au sein de l'équipe d'organisation que dans l'interaction avec les différentes parties prenantes (bailleurs, autorités et participants). Une dynamique d'équipe forte au niveau de l'Observatoire à Bamako et sa

représentation à Ouagadougou a été déterminante dans la matérialisation de cette approche.

L'orientation technique a été faite à travers la note conceptuelle. Ce document consacre le contexte, les objectifs, les résultats attendus, les questions d'orientation, les thématiques à aborder et autres modalités pratiques.

Pour répondre aux questions à l'étude, la conférence s'est basée sur des communications/contributions des panélistes, qui y ont travaillé suffisamment et qui présentent une certaine complémentarité bénéfique à la circonscription d'une compréhension holistique du Liptako-Gourma.

02 Déroulé de la conférence

2.1 Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les mots du Secrétaire exécutif de l'OCGS, M. Baba Dakono, suivi de celui du Secrétaire exécutif de l'Autorité du développement intégré des États du Liptako-Gourma (ALG), M. Saidou Oua et le discours d'ouverture du ministre d'État auprès du président du Faso, chargé de la Cohésion sociale et de la Réconciliation nationale, M. Yéro Boly.

Les trois intervenants ont justifié la nécessité de la tenue de cette conférence par la dégradation continue de la situation sécuritaire dans le Sahel et la capacité de mutation et d'adaptation des groupes armés qualifiés de terroristes aux différentes stratégies jusque-là déployées par les différents États. A cela, s'ajoute la volonté, depuis 2019, selon le Secrétaire exécutif de l'OCGS, des différents États de trouver une solution politique à la crise.

Les trois intervenants ont justifié la nécessité de la tenue de cette conférence par la dégradation continue de la situation sécuritaire dans le Sahel et la capacité de mutation et d'adaptation des groupes armés qualifiés de terroristes aux différentes stratégies jusque-là déployées par les différents États. A cela, s'ajoute la volonté, depuis 2019, selon le Secrétaire exécutif de l'OCGS, des différents États de trouver une solution politique à la crise.

Ils ont aussi rappelé le contexte dans la région, notamment la capacité de nuisance des groupes extrémistes violents qui, en plus de faire des victimes parmi les forces de défense et de sécurité, s'en prennent de plus en plus aux populations civiles en faisant en leur sein des tueries de masse, comme l'a souligné le Secrétaire exécutif de l'ALG.

Selon M. Saïdou Oua, il y a lieu de changer de paradigme dans la lutte contre l'extrémisme violent dans le Sahel au regard des résultats mitigés jusque-là obtenus.

Un constat partagé par le Secrétaire exécutif de l'OCGS qui dit inscrire l'initiative de la conférence dans la vision du changement de paradigme dans la lutte contre le phénomène de l'extrémisme violent . Cela passe, à l'en croire, par l'amélioration de la gouvernance, la réorientation des priorités après un bon diagnostic des diverses approches déjà expérimentées.

En plus de la « Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme », selon le ministre Yero Boly, le Burkina Faso a mis en place une stratégie nationale de cohésion sociale assortie d'un Pacte du vivre ensemble, entre autres outils juridiques et techniques dont dispose le pays. Il a souligné des pratiques, telle que la mise en place des comités locaux de dialogue avec les groupes armés pour la restauration de la paix. « J'ai foi en notre capacité à trouver des solutions endogènes à la crise », a-t-il déclaré avant d'annoncer l'ouverture de la conférence.

2.2 Résumé des panels

Trois (3) panels ont été animés durant les deux (2) jours de travaux, soit deux (2) panels le 21 juillet 2022, et un (1) panel le 22 juillet 2022.

Tableau 1 : *présentation des panels de la conférence*

Thèmes	Sous-thèmes	Panélistes	Modérateurs
Panel 1 : Analyse des dynamiques et défis sécuritaires dans la région	Situation sécuritaire et humanitaire dans la région	M. Atiana Serge Oulon	Sa Majesté Ousmane Amirou Dicko, Emir du Liptako-Gourma
	Typologie des groupes et leurs modes de fonctionnement	Dr Aly Tounkara	
	Logiques d'engagement dans les groupes	M. Mahamane Tahirou Ali Bako	
Panel 2 : Partage d'expériences en matière de lutte/ prévention de l'EV dans le Sahel	Situation sécuritaire et humanitaire dans la région	M. Ibrahim Maïga	Mme Aminatou Bilal
	Typologie des groupes et leurs modes de fonctionnement	Cl El Boukhary Moulaye	
	Logiques d'engagement dans les groupes extrémistes violents	M. Abdoul Karim Saïdou	
Panel 3 : Identification et exploitation des actions concrètes de lutte contre l'extrémisme violent dans le Liptako-Gourma	Quel plan d'action de développement faut-il pour une paix durable et soutenu aussi bien par l'État que les acteurs locaux ?	› Birama Apho Ly › Adama Abdoul Aziz › Hassimi Sidi › Tahirou Mahamane	M. Ibrahim Maïga
	Comment répondre durablement avec des solutions réelles de sorties de crises, en impliquant la société civile en plus des groupes armés		
	Quel mécanisme pour prévenir l'expansion de l'extrémisme violent dans la région du LiptakoGourma ?		

2.2.1 Panel 1 : Analyse des dynamiques et défis sécuritaires dans la région du Sahel

Il a été animé successivement par M. Atiana Serge Oulon du Burkina, Dr Aly Tounkra du Mali et M. Mahamane Tahirou Ali Bako du Niger.

POINTS CLÉS DES ÉCHANGES

› Les statistiques relatives à la situation d'insécurité qui prévaut au Burkina Faso font état d'attaques quasi quotidiennes, qui ont fait plus de 2 millions de personnes déplacées internes et des réfugiés, trois millions quatre cent mille personnes en situation d'insécurité alimentaire, trois cent vingt mille tonnes de céréales perdues, 181 centres de santé fermés, 4 mille écoles fermées, 40

à 45% du territoire seulement sous le contrôle de l'État [1].

- Si le plus souvent les attaques terroristes ne sont pas revendiquées au Burkina, elles sont toutefois le fait de nombreux groupes terroristes ou de grands bandits, des narco-trafiquants affiliés d'une manière ou d'une autre aux deux principales coalitions « djihadistes » actives au Sahel, à savoir l'État islamique et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).
- Il existe aujourd'hui des effets pervers des actions des groupes d'autodéfense et des milices, qui constituent une grave menace à la cohésion sociale. Les évènements de Yirgou au Burkina en janvier 2019 ont été cités pour étayer cet état de fait. « A l'arrivée des terroristes, les premiers à s'enrôler étaient les victimes des groupes d'autodéfense », a indiqué M. MahamaneTahirou Ali Bako. Par conséquent, il faut mettre les jeunes au cœur des politiques de développement afin de les rendre plus résilients face à la menace, a-t-il ajouté.
- Il y a également un ancrage régional des groupes qualifiés de terroristes portés, par des acteurs locaux.
- La crise sécuritaire produit les mêmes effets au Burkina Faso, au Mali et au Niger, en termes de conséquences humanitaires à quelques différences près.
- Deux principales coalitions dites terroristes opèrent au Sahel. La première, appelée Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), est composée d'Al-Qaëda au Maghreb islamique (AQMI), katiba Macina, Ansardine, Almourabitoune. Quant à l'État islamique, chiisme de Boko Haram, il agit par procuration par l'État islamique dans le grand Sahara (EIGS) dont le fondateur Adnan Abu Walid al-Sahraoui a été tué par les forces françaises de l'opération Barkhane en septembre 2021. Ansarul Islam, groupe qui opère principalement dans le Sahel burkinabè, est soupçonné d'entretenir des liens opérationnels avec des groupuscules affiliés à la katiba Macina comme la katiba Serma
- Au Mali, les communautés arrivent difficilement à faire le distinguo entre les groupes signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation (APR), issu du processus d'Alger, et les autres.
- Selon le Dr Aly Tounkara, « chaque action violente mobilise un référentiel (communauté, État, religion, etc.) pour se légitimer ». Et souvent, explique-t-il, « ceux qui disent se battre pour la religion n'ont pas assez d'arguments et n'ont pas une grande base théologique ».
- Les chefs d'État de la sous-région ouest-africaine sont souvent attentistes et optent pour des compromis en vue de préserver la paix intérieure. Pourtant, analyse Dr Tounkara, ces compromis ayant permis à certains États de résister aux attaques ne sont pas pérennes. Il a également déploré la tendance à intégrer systématiquement les groupes armés dans les armées républicaines à travers le processus de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR).

[1] *Ces chiffres sont issus d'un tableau présenté par Atiana Serge Oulon*

- L'enrôlement des jeunes dans les groupes extrémistes violents se justifie fondamentalement par leur précarité. Selon les explications de M. Mahamane Tahirou Ali Bako, l'engament de beaucoup de jeunes tient à des motivations économiques, en plus 'un besoin de sécurité que l'État ne parvient pas à satisfaire conformément aux attentes des populations.

2.2.2 Panel 2 : Partage d'expérience en matière de lutte/ prévention de l'EV dans la région (Sahel)

Le panel été animé par M. Ibrahim Maïga du Mali, Cl El Boukhary Moulaye de la Mauritanie et M. Abdoul Karim Saïdou du Burkina Faso. Ces derniers se sont occupés respectivement des trois (03) thématiques suivantes :

- Les réponses face à l'insécurité dans le Sahel, quels enseignements ?
- L'exemple de la Mauritanie
- Les stratégies nationales de prévention et de lutte contre les menaces asymétriques au Burkina Faso, au Mali et au Niger

POINTS CLÉS DES ÉCHANGES

- L'analyse faite à partir des données de la recherche conduite à partir de 2018 (auprès des représentants de l'État, acteurs internationaux, autorités coutumières et populations bénéficiaires), réparties entre le Mali, le Burkina et le Niger, sur les différentes réponses étatiques apportées aux crises depuis 2015, a montré que les actions menées par les États ne sont pas que militaires mais aussi à caractère socio-économique élargie à la gouvernance et la cohésion sociale.
- Il y a une inadéquation entre la plupart des mesures adoptées par les États et les réalités du terrain, notamment les besoins des populations qui ne sont souvent pas impliquées dans la conception.
- Les réponses à la crise proposées par la plupart des acteurs, y compris l'État, sont basées sur une compréhension limitée de l'insécurité.
- Les investissements orientés vers la prévention de l'extrémisme violent et le terrorisme sont faibles par rapport aux enjeux induits.
- Les projets mis en œuvre au nom de la lutte contre l'insécurité ont très peu d'impacts sur les populations. Les indicateurs de résultat utilisés ne s'intéressent pas non plus, pour la plupart, à ces impacts sur les populations.
- Les politiques de sécurité dans les trois États du Liptako-Gourma ont été redéfinies à la faveur de la crise sécuritaire. Plus holistiques, les nouvelles politiques prennent en compte la construction de l'unité nationale.
- Le Mali et le Niger sont en avance sur le Burkina Faso en matière de gestion

de la crise sécuritaire en raison du fait d'avoir capitalisé l'expérience des années 90 dans la lutte contre les rebellions. Au Niger par exemple, la Haute autorité à la consolidation de la paix (HACP) fait un travail intéressant dans la prévention.

- Une multitude d'institutions jouent le même rôle dans la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les trois pays du Liptako–Gourma.
- Le principal défi reste celui de l'application des textes en général et singulièrement de la lutte contre la corruption. Un gouvernement taxé de « corrompu » perd la capacité de mobilisation des synergies dans la lutte contre le terrorisme. Or, la mobilisation citoyenne et communautaire est incontournable dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme.
- La mise en place d'une armée fédérale ouest-africaine, voire panafricaine, constitue une option à exploiter contre le terrorisme, selon le panéliste. Car, pour lui, une force comme l'Ecomog n'est pas adaptée à la crise terroriste. « La gouvernance par embuscade », qui consiste à mettre en œuvre des éléments d'une stratégie en cours d'élaboration, n'est pas non plus à encourager..
- Les causes profondes du terrorisme au Sahel – analysées sous le prisme de l'importation – et ses enjeux externes à la zone ont constitué un point d'attention particulière pour les participants. Des incompréhensions sont ainsi exprimées quant aux violences liées aux conflits entre des communautés, qui vivaient en toute symbiose dans un passé récent.
- Le sérieux des partenaires militaires engagés dans les opérations de lutte contre le terrorisme au Sahel est remis en cause toutes les fois que le rapport coût/résultats et le ratio nombre de terroristes/nombre d'hommes déployés sont posés.
- Les participants ont lancé un vibrant appel pour plus d'implication des acteurs à toutes les phases d'élaboration et de mise en œuvre des différentes politiques publiques. Ainsi, ils ont déploré le déficit de « responsabilisation des gouvernants des pays du Sahel » et qui, malheureusement, favorise le pourrissement de la situation sécuritaire.
- Les participants ont pointé la transposition systématique des expériences d'autres pays, sans tenir compte des contextes qui diffèrent.
- Certains participants ont mis en évidence le manque de complicité qui a éclaté au grand jour entre certaines forces d'un même corps. Une situation observée, par exemple, dans les rangs de la Force conjointe du G5 Sahel.
- S'agissant des leçons apprises en Mauritanie, il sied de parler du « cas mauritanien » plutôt que de « l'exemple mauritanien » qui sous-entend une approche « donneur de leçon ». Il n'existe pas d'exemple dans la lutte contre le terrorisme, les contextes et réalités étant différents, selon le colonel El Boukary.

- L'absence d'attaques terroriste en Mauritanie, à ce jour, ne signifie pas la fin ou l'absence du terrorisme dans ce pays.
- L'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale en Mauritanie, depuis 2011, avant l'éclatement de la crise au Sahel, constitue l'un des facteurs déterminant de la maitrise de la situation dans ce pays.
- La stratégie mise en œuvre par la Mauritanie offre notamment l'opportunité de :
  - Professionnaliser les éléments des forces de défense et de sécurité afin de réduire significativement voire mettre fin aux abus et exactions sur les populations civiles;
  - Passer de « la grande muette » à une communication crédible et efficace pour faciliter la coopération civilo-militaire;
  - Réinsérer des prisonniers qualifiés de terroristes dans la vie civile, après dialogue, sans donner l'impression de distribuer une « prime au terrorisme »;
  - Développer un discours islamique alternatif.

2.2.3 Panel 3 : Indication et exploitation des actions concrètes de lutte contre l'extrémisme violent dans le Liptako-Gourma

Le panel 3, à la différence des deux premiers qui ont enregistré chacun trois (03) panélistes, a été animé par :

- ***Dr Birama Apho Ly*** du Mali, qui s'était penché sur le développement du 1er sous-thème intitulé « *Quel plan d'action de développement faut-il pour une paix durable et soutenue aussi bien par l'État que les acteurs locaux ?* »
- ***M. Adamou Abdoul Aziz*** du Niger, qui s'est appesanti sur « *Comment répondre durablement avec des solutions réelles de sorties de crises en impliquant la société civile en plus des groupes armés ?* »
- ***M. Assimi Sidi*** du Niger, qui a fait le tour d'horizon des actions de la Haute autorité à la consolidation de la paix (HACP - créée en 1994) dans la prévention de l'extrémisme violent et la consolidation de la paix au Niger.
- ***M. Mamane Tahirou***, qui a procédé à un exposé des actions entreprises par l'ALG tout en ouvrant des lectures croisées entre cette structure et les autres intervenant dans le Liptako-Gourma.

POINTS CLÉS DES ÉCHANGES

- Quelques notes positives ont été attribuées aux actions gouvernementales : les opérations sont de mieux en mieux structurées ; les documents de stratégie sont mieux peaufinés qu'ils ne l'étaient il y a 10 ans. Toutefois, les besoins demeurent de plus en plus croissants et les menaces toujours présentes.
- La multiplicité des acteurs institutionnels sur le terrain, chacun avec sa stratégie (plus d'une dizaine de stratégies relevées), a été déplorée. Cela pose « *un problème de répétition, de superposition qui montre le manque de concertation* », estime ***Dr Birama Apho Ly***.
- Le manque de coordination des acteurs et des actions dans le Sahel n'est pas de nature à faciliter la résolution de la crise, puisque les acteurs n'ont pas forcément les mêmes intérêts. Ce manque de coordination se constate aussi aux niveaux nationaux avec la présence d'une multiplicité de stratégies et de politiques connexes.
- Aucune réponse adéquate ne peut être apportée sans un bon diagnostic du mal. La crise de citoyenneté, l'échec du système éducatif, la pauvreté, la recherche du gain facile, la faible présence/ absence de l'État, les velléités de présence des puissances étrangères pour exploiter les ressources des pays sahéliens ou encore l'étendue des territoires sont les facteurs qui justifient en partie le terrorisme.

- Pour lutter contre le terrorisme, il faudrait instituer des principes de gouvernance saine, adopter des politiques de développement durable, refondre certaines institutions sous-régionales, renforcer la solidarité sous-régionale, réinventer le système éducatif, adapter les techniques d'approche et le contenu des programmes de la communauté internationale aux attentes des populations.
- Une liste des constats, à partir de laquelle un certain nombre de recommandations ont été formulées par REPPAD (Réseau panafricain pour la paix, la démocratie le développement), a été dressée et partagée avec les participants.
- L'expérience du Niger dans la prévention de l'extrémisme violent et la consolidation de la paix à travers les actions de la HACP, a été partagée avec les participants. Créée sur les cendres du Haut-commissariat à la restauration de la paix, la HACP milite pour que la lutte contre le terrorisme se fasse par la synergie de quatre lignes d'opération: militaire, sécuritaire, politique et économique.
- Des faits politiques tels que les rencontres de haut niveau des chefs d'État et des ministres ont contribué à donner un ancrage institutionnel solide à l'ALG aux dépens des moyens de mise en œuvre de son plan d'action
- La duplicité des acteurs sur le terrain empêche la bonne exécution de certaines initiatives de l'ALG. Le projet de la Force multinationale de sécurisation du Liptako-Gourma, étouffé par celui de la Force conjointe du G5 Sahel, a cité en guise d'exemple.
- Le Cadre de concertation des gouverneurs des régions frontalières du Liptako-Gourma a bonne presse, mais la partie malienne n'a pas été présente aux rencontres qui se sont déroulées jusque-là.
- L'absence de la partie malienne du Liptako-Gourma aux rencontres des gouverneurs de l'espace a fait réagir des participants qui trouvent qu'il n'y aura pas d'explications convaincantes en la matière.
- Le panéliste a estimé nécessaire d'élargir certaines initiatives de l'ALG à d'autres regroupements sous-régionaux et de mettre en place un mécanisme de coordination opérationnelle pour mieux cadrer les initiatives bilatérales et multilatérales visant le Liptako-Gourma.
- Une convention de l'Union africaine sur la coopération transfrontalière a été adoptée le 24 juin 2014, à Malabo (Guinée équatoriale). Elle a été ratifiée par les 3 États membres de l'ALG, le Bénin et le Togo. Cette convention offre des opportunités à exploiter.
- Les participants ont appelé les autorités politiques à homologuer les diplômes des écoles coraniques, à faciliter l'insertion socio-professionnelle des élèves qui en sont issus.

- Les États ont été invités à se mettre au-dessus des conflits idéologiques et géopolitiques entre les pays du Golfe, qui risquent d'alimenter certains conflits d'ordre religieux dans l'espace sahélien.
- La refondation des États sahéliens, à travers un nouveau contrat social, est une option très soutenue par les participants.
- Les forces de défense et de sécurité ont également été interpellées à améliorer leur communication en vue de créer plus de confiance avec les populations.
- La faible visibilité de l'ALG constitue un manque à gagner, selon les participants, qui recommandent à l'organisation de fournir des efforts pour consolider son leadership sur les sujets relevant de ses compétences.

03 Résultats des groupes de travail

Comme précisé ci-dessus, trois (03) groupes ont été constitués pour travailler chacun sur des thématiques précises en s'appuyant sur les communications faites lors des panels et sur les expériences des membres.

3.1 Résultats du groupe 1

Le groupe 1 a travaillé sur la problématique des milices et des groupes d'autodéfense. A ce sujet, les membres du groupe ont tenu à relever d'abord les constats suivants :

- Existence d'une divergence d'interprétation de ce que c'est qu'un groupe d'autodéfense et une milice, selon les contextes.
- Une milice peut avoir plusieurs appellations : cas des Dozo Iko.
- Faible connaissance de la situation des milices dans les pays du Liptako-Gourma. Il existe très peu de travaux et de données actualisées sur les acteurs, la nature, les actions qu'elles mènent et leurs bases ou zones d'opération.
- Certaines milices présentes dans le Liptako-Gourma sont à la base des associations enregistrées auprès des administrations avec un récépissé : cas de Dan Na Ambassagou dans la région malienne de Mopti.
- Le caractère volatil des milices, en termes d'alliance et d'expansion géographique, est remarquable dans le Liptako-Gourma.
- La défense nationale, qui relève de la compétence régalienne, est en train d'être privatisée dans le Liptako-Gourma.

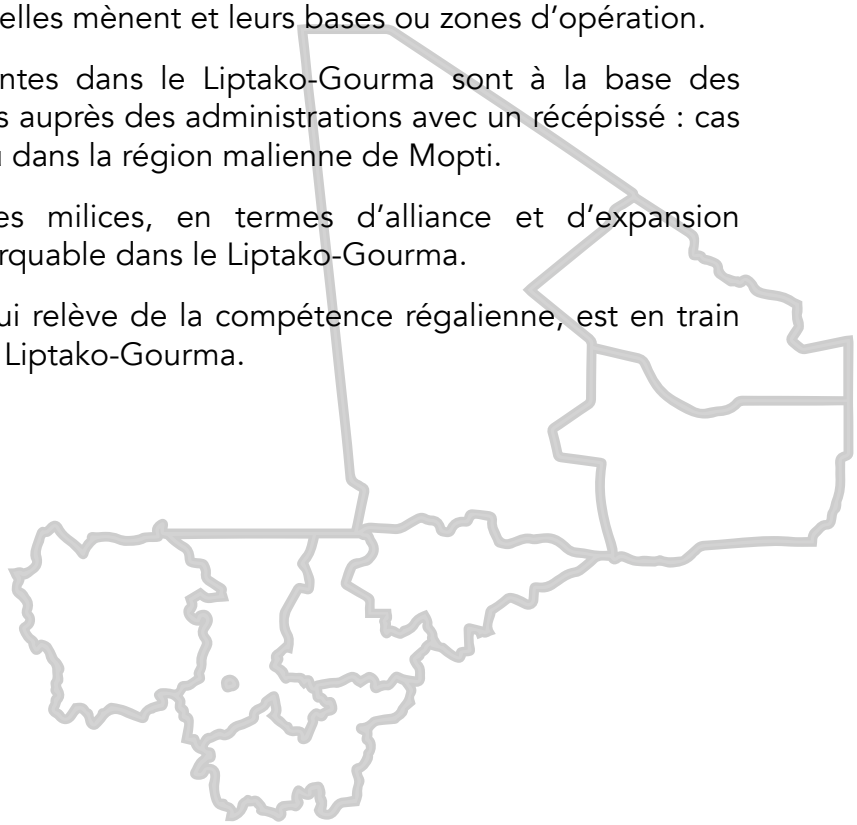

Tableau 2 : *Cartographie des milices et groupes d'autodéfense élaborée sur la base des connaissances des participants (amendée et validée en plénière)*

	Burkina	Mali	Niger	Niveau transfrontalier
Cartographie des groupes d'autodéfense et milices par localité	› Les Koglweoglo (Plateau central Centre-est, centre-nord) › Les Dozos, culture bamaman (Grand-ouest) › Les Roughas (Centre_nord)	› Dan Ambassagou › Dan Na Ateme › Karamogoniko (Niono, Segou et Sikasso) › Milice de Sekou Boly (centre du Mali) › Les Dozos (Niono) › Les Tonbloman (Kayes) › Groupes d'auto-defense qui n'ont pas de noms	› Milice arabe › (Tassara) › Comité d'auto- › Défense (Bankilare, Fankotia, Yatalaka dans la zone sonrhaï, Tillaberi)	› Dan Na Ambassagou › (Mali–Burkina) › Rougha › (Niger–Burkina)
Avantages	› Le sentiment de combler un vide sécuritaire (dissuader les voleurs, bandits armés ; faire de la sécurité de proximité puisque les membres des groupes viennent du terroir)			
	› L'organisation des populations pour assurer leur propre sécurité fait du citoyen le premier levier de sécurité			
Inconvénients	› Communautarisation et territorialisation de l'offre de sécurité ; › Substitution progressive à l'offre de justice de l'État ; › Accroissement de la menace sur les populations civiles ; › Développement du grand banditisme ;			
Mesures et recommandations	› **A court-terme** » Faire de la protection des civils une priorité sur les théâtres d'opération ; » Mettre en place des mécanismes de Désarmement-démobilisation-réinsertion (DDR) spéciaux. › **A moyen-terme** » Procéder à une cartographie (acteurs, nature, bases et zones d'opération, actions menées) des milices ; » La dissolution et/ou transformation positive des milices et groupes d'auto-défense selon le contexte et la zone ; › **A long-terme** » Procéder à la refondation de l'État ; » Professionnaliser l'approche sécuritaire à travers la Réforme du secteur de la sécurité (RSS).			

3.2 Résultats du groupe 2

Le groupe 2 a travaillé sur la problématique des accords locaux. Ce groupe a catégorisé les accords étudiés en trois types:

- Accords entre groupes armés/ chasseurs/ djihadistes
- Accords entre communautés (Peuls et Bamaman, par exemple, au Mali) et (entre Peuls et Touaregs au Niger)
- Entre groupes armés et populations.

Tableau 3 : *Cartographie des accords locaux*

Types d'accord	Nature	Parties prenantes	Localisation	Période
Accords entre groupes armés	Accords verbaux	Chasseurs/ djihadistes	› Mali (Cercle de Niono ; Cercle de Djenne ; Cercle de Macina)	2017-2022
Accords entre communautés	Accords écrits	Dogons/ Peuls Intra Touaregs	› Mali (Cercles de : Djenne, Macina, › Ménaka, Ansongo, Bankass) › Niger (Région de Tillabéri)	2016-2022
Accords entre groupes armés et populations	Accords verbaux	GSIM et IMGRAD GSIM et Dogons de Mandoro Bankass, Koro/ Bandiagar Communautés (Peuls, Mossi, Dogons/ GA)	› Mali (Région Mopti ; Cercle de Gao) › Burkina Faso (Département de Thiou ; Département de Kain ; Département de Bahn)	2020-2022

Tableau 4 : *Conséquences des accords locaux*

Conséquences des accords locaux	Recommandations
› Rétablissement de la confiance entre les communautés ; › Réduction de la violence ; › Mobilité des populations et de leurs biens ; › Reprise des activités socio-économiques ; › Retour des déplacés ; › Perte de crédibilité des États ; › Renforcement de la légitimité et des capacités matérielles des groupes armés.	› Les États doivent capitaliser (sur) et s'approprier les accords à travers la récupération des armes, le retour des services sociaux de base et les mesures d'accompagnement…; › Les partenaires techniques et financiers (PTF) accompagnent l'élaboration de plans d'actions et leur mise en œuvre.

Tableau 5 : *Actes d'atteintes aux droits humains selon les couches sociales vulnérables (femmes, jeunes et personnes vivant avec handicap)*

Femmes	Recommandations	Personnes vivant avec handicap
› Enrôlement ; › Viol ; › Mariages forcés ; › Imposition de mode vestimentaire ; › Interdiction de festivités › Assujettissement à des contributions : zakat ou effort de guerre	› Enrôlement ; › Déscolarisation ; › Chômage ; › Mode vestimentaire et physique ; › Consommation de stupéfiants ; › Grand banditisme et criminalité	Aggravation de leur vulnérabilité

3.3 Résultats du groupe 3

Relevé des bonnes pratiques expérimentées en matière de gestion de conflit selon les localités

Au Mali, au Niger, au Burkina et en Mauritanie, on trouve des pratiques à encourager en matière de gestion des conflits. On peut citer, entre autres :

- Ne pas transposer les exemples d'initiatives d'autres pays et dans le même pays (exemple de l'échec de la mise en place des comités locaux de dialogues au Burkina dans le Soum);
- Non prise en compte de l'inclusivité dans les initiatives;
- L'absence de recherche sur la typologie des conflits, la cartographie des acteurs concernés par les conflits avant toute intervention;
- Le déficit d'implication des légitimés traditionnelles, coutumières et religieuses dans les initiatives de médiation et de résolution des conflits;
- Les doublons dans les interventions des différentes ONG;
- Le manque de suivi, de contrôle dans la mise en œuvre des projets;
- Le manque de sanction pour les intermédiaires des ONG humanitaires en cas de détournement de l'aide destinée aux personnes en difficulté;
- Le déguerpissement des militaires en cas d'attaque d'une zone.

CONCLUSION

La conférence régionale sur les « Défis, enseignements et partage d'expériences dans la gestion politique de la crise sécuritaire au Sahel » s'est déroulée à Ouagadougou. Le nombre, la qualité et l'interactivité des participants à la conférence ont permis de respecter l'agenda prévu d'une part, et de relever significativement le niveau de satisfaction (qualitative) d'autre part.

En d'autres termes, les résultats attendus de l'activité ont été atteints :

La nature et les modes opératoires des acteurs de l'insécurité ont été mieux appréhendés ;

- Les forces et faiblesses des expériences et initiatives de lutte contre les menaces asymétriques dans la région du Sahel en général, et le Liptako-gourma en particulier, ont été identifiées et répertoriées ;
- Des enseignements et expériences positives en matière de gestion politique de l'extrémisme violent ont été partagés ;
- Des actions concrètes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ont été identifiées et documentées.

En dépit des insuffisances mineures, qui pourront être considérées comme points à améliorer, les rendus contenus dans ce document ont le mérite d'être perçus comme un véritable reflet des réalités pendantes des pays du Liptako-Gourma et de la Mauritanie en lien avec le thème de la conférence. A ce titre, une utilisation à bon escient des livrables de la conférence s'impose, en toute modestie, aux acteurs présents et à ceux désirant intervenir dans le Sahel.

Sur la base des constats et de l'analyse, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

1. Améliorer et renforcer le rôle des autorités locales dans les politiques de mise en œuvre des droits humains.
2. Ajuster les réponses face à l'insécurité sur la base d'une approche holistique en tenant compte des besoins fondamentaux et spécifiques des populations.
3. Faire accompagner les opérations militaires par la fourniture des services sociaux de base, en procédant à une articulation intelligente des mesures de sécurité, de développement et de gouvernance.
4. Placer la protection des populations civiles, principalement des femmes et des enfants, au cœur de l'engagement des forces de défense et de sécurité sur le terrain.
5. Élaborer et développer un discours alternatif dans les stratégies de lutte contre les appels à la radicalisation et à l'extrémisme violent.

6. Promouvoir la mobilisation citoyenne en faveur de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.
7. Renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans les processus de paix, de pardon, de tolérance et de réconciliation.
8. Relancer les réflexions stratégiques sur la mise en place d'une force régionale au sein de l'espace de la Communauté économiques des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) pour lutter contre l'insécurité.
9. Capitaliser et s'approprier les accords locaux au niveau des États à travers la récupération des armes, le retour des services sociaux de bases et les mesures d'accompagnement.
10. Accroître l'accompagnement des partenaires techniques et financiers en matière d'élaboration et de la mise œuvre de plans d'actions locales pour faire face à l'insécurité.
11. Faire de la protection des civils une priorité sur les théâtres d'opération.
12. Procéder à une cartographie des milices (acteurs, nature, bases et zones d'opération, actions menées).
13. Procéder à la dissolution ou à la transformation positive des milices et groupes d'auto-défense selon les contextes.
14. Procéder à la refondation des États en vue de leur adaptation aux nouvelles réalités.
15. Professionnaliser l'approche sécuritaire à travers la Réforme du secteur de la sécurité (RSS).
16. Se concentrer sur l'établissement de la confiance entre les acteurs, particulièrement entre les populations et les dirigeants.
17. Veiller à ce que les interventions s'articulent autour des questions au centre des conflits locaux.
18. Financer la recherche pour déterminer les liens entre la cohésion sociale et la violence dans le Liptako-Gourma.
19. Élargir certaines initiatives de l'ALG à d'autres regroupements sous-régionaux.
20. Mettre en place un mécanisme de coordination opérationnel pour mieux cadrer les initiatives bilatérales et multilatérales visant le Liptako-Gourma.
21. Homologuer les diplômes des écoles coraniques et faciliter l'insertion socio-professionnelle des élèves sortant des medersas.
22. Se mettre au-dessus des conflits idéologiques et géopolitiques entre les pays du golfe qui peuvent alimenter certains conflits religieux au Sahel.

ANNEXES

OCGS
Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité

Déclaration finale de Ouagadougou

CONFÉRENCE RÉGIONALE

« Défis, enseignements et partage d'expériences dans la gestion politique de la crise sécuritaire au Sahel »

DÉCLARATION PRÉLIMINAIRE

Depuis plus d'une décennie, la région du Sahel est confrontée à une crise sécuritaire avec des conséquences socio-économiques et humanitaires importantes. La zone du Liptako-Gourma, à cheval entre le Burkina Faso le Mali et le Niger, est considérée comme l'épicentre de cette crise qui continue de générer un sentiment de suspicion, de méfiance et de désarroi au sein des populations.

Les participant(e)s à la conférence régionale de Ouagadougou partagent les constats suivants :

- La région du Liptako-Gourma demeure confrontée à une insécurité persistante, caractérisée par l'activime des groupes extrémistes violents, la prolifération des activités criminelles, et l'accroissement des conflits locaux.
- La corruption, l'injustice et la mauvaise gouvernance constituent des moteurs de la violence et de L'insécurité.
- La faible présence ou l'absence des autorités locales dans certaines localités rend difficile l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base.
- La plupart des réponses pour contrer l'insécurité sont basées sur une compréhension limitée du phénomène. En l'abordant principalement sous le prisme sécuritaire, les acteurs font l'impasse sur le déficit d'investissement productif dans les localités affectées des pays et le faible impact des projets sur les populations.
- Le déficit de synergie dans les réponses nationales et internationales n'a pas permis d'obtenir des résultats probants dans la lutte contre l'insécurité.
- Les civils, pris en étau entre attaques des groupes armés et opérations militaires, continuent de payer un lourd tribut.
- L'insuffisance et l'impact de la communication ainsi que le mauvais traitement médiatique des incidents sécuritaires ont contribué à la stigmatisation de certaines communautés.

Sur la base de ces constats, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Le rôle des autorités locales dans les politiques de mise en œuvre des droits humains doit être amélioré et renforcé.
- Les réponses doivent être élaborées sur la base d'une approche globale en tenant compte des besoins fondamentaux et spécifiques des populations.
- Les opérations militaires doivent être davantage accompagnées par la fourniture des services sociaux, en procédant à une articulation intelligente des mesures de sécurité, de développement et de gouvernance.
- La protection des populations civiles, notamment les femmes et les enfants, doit être placée au cœur de l'engagement des forces de défense et de sécurité sur le terrain.
- L'élaboration et le développement de discours alternatif dans les stratégies de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent.
- Le renforcement de la coopération stratégique et opérationnelle aux plans régional et bilatéral.
- La promotion de la mobilisation citoyenne en faveur de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.
- Le renforcement du rôle des femmes et des jeunes dans les processus de paix, de pardon, de tolérance et de réconciliation.
- La relance des réflexions stratégiques sur la mise en place d'une force régionale au sein de l'espace Cedeao pour lutter contre l'insécurité.

Ouagadougou, le 22 juillet 2022

La conférence régionale

Présentation des intervenants

Officiels présents à la conférence

Les officiels présents à la cérémonie d'ouverture :

- Le Ministre d'État auprès du président du Faso, chargé de la Cohésion sociale et de la Réconciliation nationale, Monsieur Yéro Boly;
- Le Secrétaire exécutif de l'ALG, Monsieur Saïdou Oua;
- Le Secrétaire exécutif de l'Observatoire citoyen pour la gouvernance et la sécurité (OCGS), Monsieur Baba Dakono.

MODÉRATEURS

Sa Majesté Ousmane Amirou Dicko

Sa Majesté Ousmane Amirou Dicko est l'Emir du Liptako. A ce titre, il est l'une des notabilités coutumières les plus connues de la région du Sahel. Il a succédé à son père le 30 juin 2011. Il a fait ses études (lycée et université) au Canada (1977-2000). Ensuite, il a travaillé de 1996 à 2009 dans le domaine de la santé comme Assistant de recherche puis comme Microbiologiste et Gestionnaire, Directeur de projets internationaux et enfin comme Directeur général export de plusieurs firmes de fabrication pharmaceutiques canadiennes. L'Emir est également président du Conseil régional de la chefferie coutumière et traditionnelle du Sahel (CRCCT/S).

Aminatou Bilal

Mme Aminatou Bilal est une défenseuse de l'environnement passionnée par les questions de paix et sécurité et d'autonomisation des jeunes et des femmes. Elle préside l'ONG Selfie Mbalite, qui promeut la protection de l'environnement et le développement écologique en Mauritanie. Elle est alumni de la Mandela Washington Fellowship 2021, une Obama Leader de la Fondation Obama. Elle est membre de plusieurs réseaux comme le Resilient 40 et l'International Leadership Association. Elle est également l'un des principaux auteurs de la publication pour les jeunes de Global Environment Outlook 6 africa qui est une initiative du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Elle a travaillé comme conseillère jeunesse au sein de l'Union Africaine et Conseillère technique en charge de la Communication au Cabinet du ministre de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille.

Ibrahim Maïga

M. MAIGA occupe le poste Senior Advisor Sahel à International Crisis Group (ICG). Auparavant, Il a dirigé le Bureau régional Sahel de l'Institut néerlandais pour la démocratie multipartite (NIMD). Il a également servi comme Conseiller

spécial du Premier ministre du Mali en charge des questions de sécurité et de gouvernance. Entre 2014 et 2020, Il a successivement occupé les fonctions de chercheur senior et de Représentant Sahel de l'Institut d'études de sécurité (ISS). Il est l'auteur de nombreuses publications sur le Mali et le Sahel.

PANÉLISTES

› M. Atiana Serge Oulon

Monsieur Ounon Atiana Serge est journaliste au bimensuel L'Évènement où il est le Directeur de publication. Il est écrivain et auteur de plusieurs ouvrages dont *Comprendre les attaques armées au Burkina Faso, profil et itinéraire des terroristes*.

Chargé de projet à Peace Bulding, un projet transfrontalier des pays membre du Liptako-Gourma qui s'étendait de 2019 à 2021. Actuellement, il est responsable du département paix et sécurité du REPPAD.

› M. Hassimi Sidi

M. Sidi est sociologue planificateur, ancien Directeur régional du Plan à Agadez et à Diffa (2003 – 2011), ancien Directeur de la programmation à la Haute autorité à la consolidation de la paix (Niger 2012 - 2016), ancien Directeur du partenariat et du financement à la HACP (2016 – 2019) et actuel Conseiller technique du Président de la même organisation depuis 2019.

› M. Tahirou Mahamane

M. Tahirou est un juriste qui est chargé de cours à la Faculté des sciences économiques et juridiques de l'Université de Niamey et ancien vacataire à l'Unité de formation et de recherche et sciences juridiques et politiques à l'Université de Ouagadougou (actuelle Université Thomas Sankara). Il a été auditeur à l'Académie de Droit international de la Haye et de l'Institut des hautes études de défense de Paris (2015). Actuellement, il est conseiller juridique du Secrétariat exécutif de l'ALG (Autorité de développement intégré des États du Liptako-Gourma) en charge des questions de coopération transfrontalière. Il fait office de point focal paix, sécurité et stabilisation à ALG. Il a conduit des travaux de recherche sur la coopération transfrontalière, la décentralisation, l'intégration régionale, la paix et la sécurité. Il a, à son actif, 3 articles sur ces questions dans le cadre d'ouvrages collectifs.

MAÎTRE DE CÉRÉMONIE

› M. Anicet Allamadjingaye

M. Allamadjingaye est sociologue (maîtrise - USHSE) et anthropologue (DEA - ISFRA) de formation. Il est actuellement coordinateur projet/programme à l'Observatoire citoyen sur la gouvernance et la sécurité). Chercheur et formateur

praticien, il est à l'aise avec les questions liées à la gouvernance et la démocratie, au processus électoral, à la gestion de projet intégrant le suivi et l'évaluation, à la Réforme du secteur de la sécurité (RSS) intégrant la sécurité humaine, à l'analyse organisationnelle et au plaidoyer. Par ailleurs, il collabore également avec d'autres cabinets : Cabinet Particip GmbH, qui assure le suivi externe des projets financés par l'Union européenne au Mali ; RET Allemagne qui intervient dans la sécurité alimentaire, l'accompagnement socio-économique des jeunes et la cohésion sociale.

PARTICIPANTS

La conférence régionale a enregistré la participation des personnes venues du Burkina Faso, du Mali, du Niger et de la Mauritanie, parmi lesquelles on note la présence de :

- Représentants d'initiatives multinationales de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme ;
- Représentants d'organisations et instituts de recherche et d'étude sur la paix, la sécurité humaine, le terrorisme et l'extrémisme violent ;
- Représentants d'organisations non gouvernementales et la société civile (femmes, jeunes, confessions religieuses...) ;

Personnes ressources reconnues pour leurs contributions significatives à la compréhension sur l'insécurité dans la région.

OCG6
CONFERENCE REGIONALE

OCG6

OCGS

Observatoire Citoyen sur la Gouvernance et la Sécurité

Avec l'appui financier de l'Ambassade Royale du Danemark

AMABASSADE ROYALE DU DANEMARK

PROGRAMME SAHEL